

Entretien avec Pierre-Alain MUET
paru dans Acteurs de l'Economie, Rhône Alpes, janvier 2006

Votre nouvelle responsabilité au sein du PS national consolide le sentiment que votre expérience passée (conseiller de Lionel Jospin, président du Conseil d'Analyse Economique, enseignant à l'Ecole Polytechnique) éveillait : votre "place" n'est-elle pas davantage à Paris qu'à Lyon ?

Non, car cette responsabilité n'empiète pas sur mon action d'adjoint au maire de Lyon et de vice président du grand Lyon ; elle se substitue dans mon emploi du temps à mon mandat de président de l'Association Française de science économique qui s'est terminé à la fin de l'année 2005. En outre je souhaite associer étroitement réflexion nationale et locale.

Je vais notamment lancer à la Croix-rousse avec les maires d'arrondissement, Nathalie Perrin, et Dominique Bolliet, des réunions-débat régulières sur les différents thèmes du projet socialiste. Ce sera une sorte de laboratoire d'idées pour alimenter la réflexion nationale par les expériences locales, en même temps qu'un débat ouvert à tous ceux qui le souhaitent. Je pense que nos concitoyens attendent de nouvelles forme d'action politique où l'on ne se contente pas de slogans, mais où l'on consacre du temps à débattre du fond.

Mon rôle au niveau national est d'animer avec Jean-Louis Bianco et Alain Bergougnieux, les travaux préparatoires de la Commission Nationale du Projet qui réunit autour de François Hollande les principaux leaders du parti socialiste (DSK, M Aubry, L Fabius, J Lang, V Peillon, H Emmanuelli, E Guigou).

La motion unitaire adoptée au congrès du Mans nous sert naturellement de point de départ. Mais il faut, d'une part, approfondir et chiffrer nos propositions, d'autre part, aboutir à un projet qui puisse servir de base à la campagne présidentielle et aux législatives qui suivront. Nous devons, pour cela, dégager quelques propositions fortes, un peu comme nous l'avions fait en 1997 avec les emplois jeunes, les 35 h et la couverture maladie universelle...

Il nous faut tout d'abord rendre à nouveau crédible la perspective du plein emploi, car depuis 3 ans et demi, avec les faibles créations d'emploi et la montée du chômage, les Français doutent à nouveau que l'on puisse mettre fin au chômage de masse. La situation démographique est pourtant beaucoup plus favorable aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1997 puisque l'augmentation de la population active est devenue très faible en raison des départs à la retraite des générations du baby-boom. Mais le retour au plein emploi suppose une politique active qui redonne notamment toute sa place à la négociation sociale, comme cela existe par exemple en Europe du Nord (Danemark, Suède...).

En outre, dans une société où on ne fait plus toute sa carrière dans la même entreprise ou même dans le même métier, il faut repenser la relation entre formation initiale, formation continue et emploi. C'est le sens de notre projet de « sécurité sociale professionnelle » ouvrant notamment un droit individuel à la formation tout au long de la vie d'autant plus élevé que la formation initiale aura été courte et non diplômante.

Cette action doit aller de pair avec une politique ambitieuse pour l'école donnant « plus d'école » à ceux qui n'ont pas chez eux le complément de formation. Cela suppose, comme nous le faisons à Lyon, de développer l'action en faveur de la petite enfance et du péri-scolaire. Le local peut ainsi utilement inspirer le national.